

Perceptions de la richesse et de la pauvreté : Comparaison de deux pays membres de l'Union Européenne et d'un pays candidat

Doç. Dr. Jale MİNİBAŞ-POUSSARD*
Marina BASTOUNIS**

*galatasaray üniversitesi, İİBF, işletme bölümü
jminibas@gsu.edu.tr

**paris 5 üniversitesi, psikoloji enstitüsü - GRASP

Özet

Günümüzde pek çok ülke güç kazanmak için Avrupa Birliğine üye olmak istemektedir. Güçlü bir Avrupa için alınan ekonomik ve politik kararlar yeterli midir? Elbette değil; eğer bireyler bu kararları destekleyecek davranışlar göstermiyorsa uygulamalar yetersiz kalacaktır. Karar ve uygulamaların nasıl algılandığı bu destek davranışında hiç kuşkusuz etkili olacaktır. Bu bağlamda, sosyal temsiller ekonomik tutumları incelemek açısından bize ışık tutmaktadır.

Zenginlik ve fakirlik kavramları farklı ülkelerde nasıl algılanır? Bir ülkenin zenginliğini değerlendirmek için kullanılan kriterler nelerdir? Bir ülkenin fakirliği hangi nedenlerle açıklanır? Zenginlik, Avrupa Birliği ve Euro arasında kurulan bağlantılar nasıldır? Bu sorular, çalışmanın hareket noktasını oluşturmuştur. Bu çalışmada, üç ülke, Fransa (AB kurucularından), Yunanistan (1981'den beri AB üyesi) ve Türkiye (AB üyeliğine aday) bünyesinde zenginlik ve fakirlik, ülke zenginliği ve fakirliği, AB ve Euro üzerindeki sosyal temsilleri incelemeyi amaçlamıştır. Bulgular fakirlik ve zenginliğe ilişkin algılamaların ülkelerin sosyo-ekonomik özelliklerinden etkilendiğini göstermektedir.

anahtar kelimeler: sosyal temsiller, zenginlik, fakirlik, Avrupa Birliği, Para Birliği

Résumé

Cette étude a pour objectif d'explorer les représentations sociales de la richesse et de la pauvreté, liées à la perception de l'Union Européenne et de l'union monétaire, mis en relation avec la richesse économique d'un pays. Dans cette perspective, trois pays sont examinés : l'un des membres fondateurs de l'Union Européenne, la France, un membre plus récemment entré dans l'Union Européenne, la Grèce entrée en 1981, et un pays candidat à l'Union Européenne, la Turquie. À partir d'entretiens constitués de questions ouvertes et de tâches d'évocation, une étude exploratoire a été menée, à l'aide d'un questionnaire. La population de cette étude est constituée d'étudiants en cursus de psychologie. Les réponses de trois échantillons sont analysées ici : étudiants de Paris, d'Athènes et d'Istanbul. Les résultats indiquent clairement que la perception de la richesse et de la pauvreté reflète la structure socio-économique des pays.

***mots clés :** Représentations sociales, richesse, pauvreté, Union Monétaire Européenne*

Abstract

Nowadays, many countries aspire to EU membership, with the goal of becoming economically stronger. Are political and economical decisions sufficient for a stronger Europe? Probably not; citizen support for the application of these decisions is an additional deciding factor that should not be neglected. This support depends on how economic decisions or applications are perceived by citizens. Therefore, social representations may explain some economic attitudes.

How are wealth and poverty thought of in different countries? Which criteria are used for the evaluation of a country's wealth? Which reasons are seen to explain country poverty? Which connections are established between wealth, the EU and the EMU? These were the questions that inspired this project. This study aimed at comparing three countries, France (founding member of EU), Greece (EU member since 1981) and Turkey (EU candidate), in terms of social representations of wealth and poverty, country wealth and poverty, and perceptions of the EU or the EMU in relation to country wealth. These results describing perceptions and explanations of wealth and poverty may be interpreted to reflect subjects' socio-economic environment and its structure.

***keywords :** Social representation, wealth, poverty, EU, EMU.*

1. Introduction

L'identité de l'Union Européenne est depuis l'origine fortement ancrée autour de la notion de croissance économique. L'union, ayant un objectif politique appuyé sur l'imbrication des intérêts économiques des pays membres, conjugue, depuis l'adoption de la monnaie unique européenne, ses divers objectifs vers un pôle de stabilité monétaire dans la scène mondiale. Les pays ayant en vue un renforcement de leur économie veulent alors pouvoir, eux aussi, entrer dans l'Union Européenne. Mais les décisions économiques et politiques prises au niveau national, afin de faire converger leurs économies vers les critères exigeants de l'union, ne sont pas toujours suffisantes. Le soutien des citoyens est un facteur important qu'on ne peut négliger dans l'application de ces décisions. De ce soutien dépend la manière dont les décisions économiques et politiques sont perçues par les citoyens. Le but de cette étude est d'explorer quelques-uns des éléments de la pensée sociale autour de cette notion de puissance économique, tant au niveau national qu'à celui de l'Union Européenne. Plus spécifiquement, l'interrogation est motivée par un questionnement sur ce que sont, dans la pensée naïve, la richesse et la pauvreté d'un pays. Quels sont les facteurs qui les décrivent et les expliquent, et éventuellement comment elles sont liées à l'appartenance, vécue ou attendue, à l'Union Européenne et à l'Union Monétaire?

1.1. Union Européenne et perceptions de croissance économique

Un pays candidat à l'adhésion, la Turquie, est plus spécifiquement concerné par cette étude. Il s'agit d'une première étape d'un projet destiné à enregistrer l'évolution des perceptions et du discours social en Turquie au cours de l'effort vers l'intégration européenne. Dans le cadre de cette étude, la problématique est complétée par une enquête menée auprès de personnes de deux pays déjà membres de l'Union Européenne : la France, l'un des membres fondateurs du groupe dit des « pays du Nord de l'Union Européenne » et la Grèce, membre depuis 1981, du groupe dit des « pays du Sud de l'Union Européenne, principaux bénéficiaires des politiques de cohésion » (rapport réalisé pour la Commission Européenne, 2001).

Un rapport plus récent sur l'opinion publique dans les pays membres (Eurobaromètre, 2002), mené sur des échantillons représentatifs, souligne la vision négative des Grecs sur leur avenir économique, tant au niveau national (57 %) qu'individuel (36 %). En même temps, 74 % des personnes interrogées ont répondu que la Grèce a bénéficié de son appartenance à l'UE. Les Grecs et les Irlandais (82 %) sont les citoyens les plus satisfaits de tous les pays de l'Europe d'appartenir à l'UE. La majorité (76 %) de la population grecque a déclaré en 2002 être à l'aise avec l'euro et l'opinion publique soutient l'élargissement de l'Union Monétaire et la généralisation de l'euro (71 %). Bien

que 76 % de la population grecque soit en faveur de l'élargissement de l'EU en général, une personne sur deux en Grèce a peur que ceci augmente le taux de chômage. 55 % des Grecs interrogés craignent que la Grèce va recevoir moins de soutien financier à cause de cet élargissement. Enfin, en 2002, un faible pourcentage (24 %) de la population grecque soutenait déjà l'adhésion de la Turquie.

La vision négative de l'avenir de l'économie est partagée par la majorité des Français interrogés cette même année. 41 % d'entre eux s'attendent à ce que la situation économique soit pire l'année suivante (année 2003), contre 18 % qui ont répondu que la situation va s'améliorer ; 40 % des Français interrogés pensent par exemple que le chômage va augmenter en France en raison même de cet élargissement. Quoique 71 % de la population française soit en faveur de l'euro, que 52 % pensent que l'appartenance à l'UE est une chose positive et que 51 % d'entre eux pensent que la France a bénéficié de cette appartenance, seulement 41 % des Français interrogés étaient en faveur de l'élargissement et 34 % pensaient qu'aucun nouveau membre ne devait plus être admis. En 2002, l'adhésion de la Turquie était néanmoins soutenue par 23 % de cet échantillon représentatif de la population française.

Plusieurs études ont été réalisées avant le passage à l'euro. Pepermans et Verleye (1998) ont par exemple montré que les attitudes à l'égard de l'euro sont étroitement liées aux traits nationaux. Les résultats obtenus par Van Everdingen et Van Raaij (1998) spécifient que l'identité nationale a des effets indirects sur les attitudes qui influencent les anticipations par rapport à l'euro. Meier et Kirchler (1998) ont distingué trois groupes de répondants dans leur recherche : ceux qui sont indifférents, ceux qui sont en opposition et enfin, ceux qui soutiennent l'euro. Les représentations sociales de ces trois groupes sont différentes tant au niveau de leur contenu que de leur structure ; ceux qui sont en opposition et ceux qui soutiennent l'euro ont beaucoup plus de préoccupations en relation avec l'identité nationale.

L'Eurobaromètre concernant les Pays Candidats (2002) confirme que les Turcs (65 %) sont les citoyens les plus favorables à l'adhésion de leur pays à l'Union Européenne. En effet, 73 % des Turcs estiment que l'adhésion va engendrer des avantages pour la Turquie elle-même, et 70 % d'entre eux envisagent aussi des avantages à titre personnel. Dans cette logique, 71 % des citoyens turcs sont prêts à voter pour l'adhésion à l'Union Européenne, mais ils ne sont par contre que 43 % à être favorables à l'introduction de l'euro. Dès 1999, à la suite du sommet d'Helsinki, la Turquie a entamé une série de réformes politiques afin d'être potentiellement dans une meilleure position pour intégrer l'Union Européenne (TUSIAD, 2002a). En matière économique, des programmes visant à la stabilisation économique, à la lutte contre l'inflation chronique et au développement de la croissance économique ont été établis

(TUSIAD, 2002b). Diverses études (dont celle de Barchard en 2001) ont mis en avant les avantages de l'adhésion de la Turquie, en termes économiques, en matière de sécurité, de développement, non seulement pour la Turquie elle-même, mais aussi pour l'Union Européenne, dans la mesure où cela pourrait contribuer à établir une paix potentiellement durable dans la région concernée.

1.2. Perceptions de la pauvreté

La perception de la pauvreté a été analysée par plusieurs auteurs en fonction de facteurs de différenciation. Hunt (1996) et Kim (2000) ont par exemple abordé la pauvreté en fonction de l'appartenance à différents groupes raciaux. Abouchedid et Nasser (2001) ont, quant à eux, étudié la perception de la pauvreté selon différents groupes religieux, alors que Klugel et Smith (1981) l'ont approchée en lien avec des travaux sur la socialisation. Klugel et Smith (1981) suggèrent que les explications de la pauvreté sont déterminées par trois groupes de variables : l'idéologie dominante de la société, les biais attributionnels et les effets de l'expérience de vie (age, classe sociale, groupes raciaux, sexe, éducation, etc.).

À partir de la théorie de l'attribution causale, Feagin (1972) a, lui aussi, classé les attitudes à l'égard de la pauvreté selon trois dimensions : attributions individuelles (les individus s'estiment responsable en raison de leur pauvreté), attributions fatalistes (les individus estiment qu'il s'agit de malchance et du destin – on parle de pauvreté subie), et attributions structurelles (les individus attribuent la cause de la pauvreté à des facteurs situationnels, tels que l'éducation ou l'économie). Feagin a ainsi examiné les liens entre les explications causales de la pauvreté et les attitudes à l'égard de l'aide sociale. Ses travaux ont révélé une corrélation positive reliant l'importance des explications individualistes et une attitude négative à l'égard de cette prise en charge sociale.

Kluegel et Smith (1986) ont aussi montré que l'attitude à l'égard de l'aide fournie par cette prise en charge est positivement reliée à l'approbation de l'aide sociale mais négativement liée à l'importance attribuée aux causes individualistes expliquant la pauvreté. Il fut aussi démontré que plus l'on dispose d'un statut social élevé plus l'on aura tendance à défendre des positions individualistes ; à l'inverse, plus le statut social est bas, plus l'on aura tendance à valoriser les explications de type structurelles. Smith (1985) a par exemple trouvé une forte corrélation entre les revenus et l'individualisme, ainsi qu'avec des attributions causales individuelles et avec la croyance en un monde juste.

Certains auteurs, comme Smith et Stone (1989), ont ajouté un quatrième facteur, culturel, pour expliquer la richesse et la pauvreté. Ainsi, Smith et Stone (1989) expliquent que, contrairement à ce qui est fréquemment avancé,

l'individualisme n'est pas suffisant pour expliquer la pauvreté et la richesse ; ils avancent que si l'on assortit individualisme et culturalisme, on obtient de bien meilleures explications permettant d'identifier les causes de la richesse. Cozzarelli *et al.* (2001) ont montré que les attitudes à l'égard des pauvres et les raisons qui expliquent la pauvreté varient d'une part en fonction de l'origine socio-démographique des individus et d'autre part en fonction du degré de croyance en la justice du monde.

Si l'on se penche sur les travaux touchant non plus aux individus, mais aux pays eux-mêmes, on note alors, par exemple, que la pauvreté s'explique avec plus d'attributions individuelles aux États-Unis (Smith et Stone, 1989), en Grande-Bretagne et en Irlande. À l'inverse, elle s'explique avec plus d'attributions structurelles en France ou en Italie (*Commission of European Communities*, 1977) et en Turquie (Morçöl, 1997).

Au-delà de ces grandes tendances, les différences individuelles ont certes un effet sur l'explication de la pauvreté et de la richesse. Par exemple, Klugel et Smith (1986) ont montré que la classe ouvrière est plus individualiste dans ses attributions liées à la pauvreté ; les auteurs expliquent cela par le besoin de mise à distance des plus pauvres de façon à augmenter leur estime personnelle. Par ailleurs, Zucker et Weiner (1993) ont noté que les attributions individuelles sont aussi en étroite relation avec un important conformisme.

Dans cette optique, l'un des objectifs essentiels de cette étude est de comparer les attributions de la pauvreté au sein des trois populations interrogées (Français, Grecs et Turcs) pour en dégager la tendance dominante.

1.3. Représentations sociales

Les représentations sociales sont, selon Moscovici (1981), des systèmes de valeurs, d'idées, d'opinions partagées qui permettent aux individus de connaître, de maîtriser et de classer les éléments de leur environnement social. Les représentations sociales se composent de plusieurs dimensions : une dimension structurale (la représentation est un ensemble organisé), une dimension attitudinale (la représentation permet une évaluation vis-à-vis de l'objet de la représentation) et une dimension sociale (la représentation contient des informations obtenues par l'individu au sein de son groupe d'appartenance). Deux processus majeurs, l'objectivation et l'ancrage, expliquent la genèse des représentations sociales. L'objectivation se définit par une tendance du fonctionnement de la pensée sociale à simplifier, réduire, schématiser et résumer les notions et les phénomènes. L'ancrage s'explique à partir de deux aspects complémentaires. L'aspect cognitif de l'ancrage permet de familiariser la nouveauté dans le système de pensée déjà existant des individus. Par conséquent, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle la perception de l'Union

Européenne et de l'union monétaire peut être liée aux représentations déjà existantes de la richesse et de la pauvreté. L'aspect social de l'ancrage définit l'implication d'un groupe social dans la constitution d'une représentation sociale ; la perception d'un nouvel objet diffère d'un groupe à l'autre, en fonction de son appartenance sociale. Cette définition a inspiré l'hypothèse concernant la différenciation des représentations sociales de l'Union monétaire Européenne, de la richesse et de la pauvreté en fonction du statut différent d'un pays à l'autre par rapport à l'Union Européenne.

Comment la richesse et la pauvreté sont-elles perçues selon les pays ? Quels sont les critères utilisés pour évaluer la richesse d'un pays ? Quelles sont les raisons évoquées pour expliquer la pauvreté d'un pays ? Quels sont les liens établis, par les individus, entre la richesse de leur pays et l'Union Européenne ? Telles sont quelques-unes des questions qui ont motivé cette étude exploratoire.

Cette étude a ainsi pour objectif de comparer trois pays – l'un des membres fondateurs de l'Union Européenne, la France, un membre plus récemment entré dans l'Union Européenne, la Grèce entrée en 1981, et un pays candidat à l'Union Européenne, la Turquie - à partir des représentations sociales de la richesse et de la pauvreté en relation avec la perception de l'Union Européenne et de l'union monétaire.

2. Méthode

2.1. Procédure

Une première étape a été menée préalablement à l'étude exploratoire, auprès d'un groupe de vingt étudiants de chacun des trois pays. Dans cette phase préliminaire, les participants ont réalisé une série de tâches d'évocation (associations libres) à partir des termes inducteurs « *richesse* », « *pauvreté* », « *richesse d'un pays* » et « *pauvreté d'un pays* ». Ils ont aussi répondu à des questions ouvertes concernant les critères qui définissent un pays pauvre, les raisons qui font qu'un pays est pauvre, les facteurs nécessaires pour qu'un pays devienne riche, les avantages et les inconvénients concernant l'adhésion à l'Union Européenne et enfin des questions concernant l'intégration de l'euro. Les résultats d'une analyse de contenu thématique de ces réponses ont été utilisés pour la construction du questionnaire de l'étude qui nous concerne ici. Ce questionnaire est composé de huit questions principales ; elles s'organisent essentiellement autour d'items touchant à la pauvreté et à la richesse d'un pays.

2.1.1. La structure des représentations sociales de la richesse et de la pauvreté

La technique utilisée pour déterminer la structure des représentations sociales de la richesse et de la pauvreté est une adaptation de celle proposée par Guimelli (1989). La technique, dite méthode des choix par blocs ou encore technique de caractérisation, consiste d'une part à établir dans une phase préliminaire un corpus de thèmes se rapportant à l'objet étudié, puis à demander aux participants d'indiquer, parmi les termes proposés, les items les plus caractéristiques et les moins caractéristiques de l'objet choisi. La technique vise à repérer la structure de la représentation tout en mettant en évidence des sous-ensembles d'items, chacun étant plus ou moins fortement relié aux autres. On peut ainsi dégager des arbres de notions structurées par la force de leurs relations ; les co-occurrences des thèmes les plus fréquents constituent, de façon hypothétique, le noyau central de la représentation, lui-même étant entouré par des éléments périphériques. Un coefficient de similitude indique la force du lien entre chaque paire d'items, c'est-à-dire, le taux de co-occurrence de deux items dans le corpus des choix.

Ainsi, les participants ont eu à sélectionner *les 6 mots qui correspondent le mieux à la richesse, et les 6 termes qui correspondent le moins à la richesse* parmi les dix-huit termes proposés : *argent, vie luxueuse, pouvoir, culture, savoir / éducation, réussite, santé, bourse, facilité, richesse affective, corruption / voleur, bien-être / confort, indépendance, injustice, exploitation, opportunités, consommation / pouvoir d'achat, patrimoine, abondance*. La même tâche a été proposée autour du concept de pauvreté, sur la liste établie à partir des productions spontanées obtenues au cours de la phase préliminaire, des dix-huit termes suivants : *sans domicile fixe (SDF), famine, misère, maladie, chômage, démunis / sans argent, bidonville / ghetto, manque / besoins insatisfaits, impuissance, inégalité, manque d'éducation, malheur / tristesse / peur, honte / humiliation, difficultés / obstacles, exclusion, tiers-monde, pouvoir d'achat insuffisant et insécurité*.

2.1.2. La perception des facteurs de richesse et de pauvreté d'un pays

La perception des facteurs qui définissent si un pays est riche ou pauvre, les raisons expliquant la pauvreté d'un pays et les raisons qui peuvent expliquer pourquoi un pays devient riche, ont été évaluées sur trois échelles de type Likert en 5 points (de 1 = *ne définit pas ou n'explique pas du tout* ; à 5 = *définit ou explique très bien*). Dix-neuf des items déjà élaborés dans l'exploration qualitative ont été présentés pour chacun de ces trois thèmes. Il fut aussi demandé aux participants de produire trois exemples de pays riches et trois exemples de pays pauvres.

2.1.3. Effet de l'Union Européenne sur la richesse d'un pays

L'impact perçu de l'Union Européenne et de l'union monétaire sur la richesse d'un pays membre de l'Union Européenne a été mesuré par une échelle de type Thurstone, composée de cinq items en 5 points. Les participants ont eu à choisir parmi 13 propositions, les trois qui leur semblaient déterminer la contribution (ou la contribution possible) de l'UE à la richesse de leur pays. (Exemples d'items : *Elargissement des marchés, Plus d'emplois, Meilleur rôle du pays sur la scène internationale ou encore Echanges culturels*).

2.1.4. Comparaison des trois pays à partir des facteurs de richesse

Enfin, une comparaison des trois pays, France, Grèce et Turquie, à partir des facteurs de richesse, a été menée ; les participants devaient évaluer le niveau de développement de chacun de ces trois pays sur une échelle de type Likert en 5 points (de 1 = *pas développé du tout*, à 5 = *très développé*). Les 19 items sur lesquels la comparaison fut effectuée ont été inspirés par l'ensemble des résultats de l'étude pilote : *industrialisation, stabilité économique, pouvoir par rapport à d'autre pays, liberté économique, taux de criminalité, respect des droits de l'homme, répartition de richesses, croissance économique, ressources naturelles, technologie, niveau de vie, éducation, état providence/sécurité sociale, nutrition, héritage culturel, bourse, stabilité politique, exportations*.

2.2. Population

L'objectif de cette étude comparative a impliqué de recueillir des données auprès de membres de trois pays : deux pays membres de l'Union Européenne, France et Grèce, et un pays candidat, la Turquie. Il fut décidé pour cette étude exploratoire de prendre des étudiants de sciences humaines et sociales issus des trois pays ; les universités se trouvent dans les trois capitales : Athènes, Istanbul et Paris.

Ainsi, la collecte de données a été réalisée dans les universités Paris 5 (N = 111), d'Istanbul (N = 89) et Pandeion à Athènes (N = 58), au début de l'année 2002, juste après le passage à l'euro pour la France et la Grèce. Un échantillon total de 258 étudiants en psychologie (âge moyen : 20 ans, échantillon féminin à 89 %) ont rempli un questionnaire en passation collective.

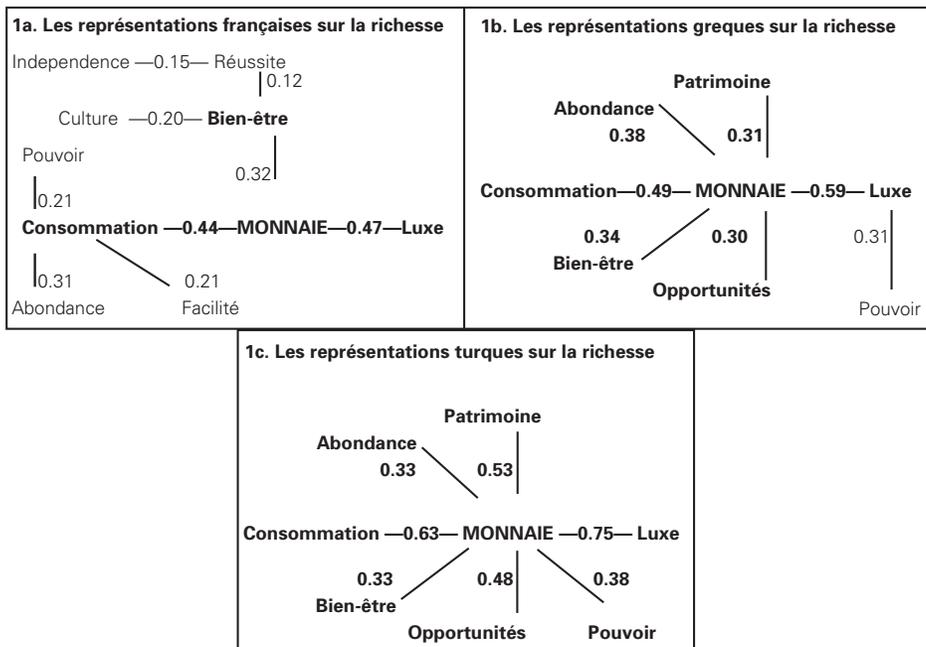
3. Résultats

3.1. Représentation sociale de la richesse et de la pauvreté

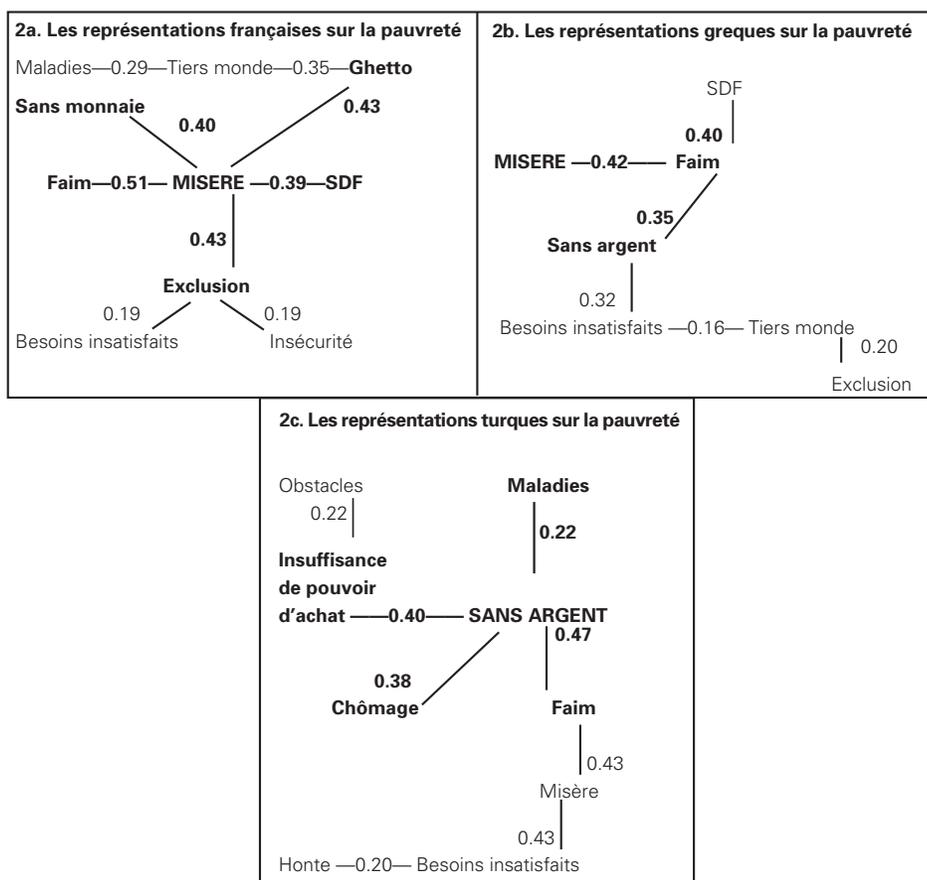
Nous avons demandé aux participants de choisir d'une part les six termes qui décrivent, selon eux, le mieux la richesse et d'autre part les six termes qui correspondent le moins au terme richesse parmi une liste de dix-huit items

proposés. Les analyses de similitude effectuées sur les choix des étudiants français indiquent une représentation sociale de la richesse centrée autour du terme *monnaie* qui est lié au *luxe*, à la *consommation*, au *pouvoir d'achat* ainsi qu'au *bien-être*. Dans les réponses des participants grecs, le terme de *monnaie* est encore central ; il est lié à l'*abondance* et au *luxe*, cette idée étant entourée d'éléments spécifiques à cet échantillon, comme *opportunités*, complétés par la *consommation* et le *pouvoir d'achat*, ainsi que le *bien-être*. Les résultats des étudiants turcs décrivent une structure similaire : les éléments sont organisés autour du terme de *monnaie*. À la différence des autres résultats, on remarque une relation spécifique entre la *monnaie* et le *patrimoine*.

Les Figures 1a, 1b et 1c illustrent la structure de la représentation sociale de la richesse dessinée dans trois arbres de similitude, un pour chaque échantillon. Les valeurs indiquées à côté de chaque lien désignent le taux de co-occurrence de deux items dans le corpus des choix (indice de similitude).



Les représentations sociales de la pauvreté de l'échantillon français sont organisées autour du concept de *misère* ; ce concept est relié à la *faim*, aux « SDF », au *ghetto*, à l'*exclusion*, et à l'idée de *sans argent*. Pour les participants grecs et turcs, le concept de *misère* n'est pas central à la représentation. L'arbre de similitude dessiné par les données grecques est centré autour des notions de faim et de sans argent, qui sont reliées à la misère, aux « SDF », au *chômage* et aux *besoins insatisfaits*. Les résultats turcs désignent une organisation centrée essentiellement autour de l'idée d'être sans argent. La *faim*, les *maladies*, l'*insuffisance de pouvoir d'achat* et le *chômage* se trouvent dans la périphérie de cette structure, l'idée des « SDF » n'y participant pas (voir Figures 2a, 2b et 2c qui indiquent la structure représentation de la pauvreté).



Les représentations sociales de la pauvreté sont plus différenciées entre les trois pays que les représentations de la richesse.

3.2. Perception des facteurs de richesse et de pauvreté d'un pays

Les facteurs de richesse obtenus à partir des résultats de l'étude exploratoire ont été ici évalués par une échelle de Likert en 5 points, ancrée sur 1 = *n'explique pas bien du tout* et 5 = *explique très bien*. Les résultats globaux des trois groupes montrent que *l'industrialisation*, la *liberté économique*, la *technologie*, le *niveau de vie*, le *pouvoir sur la scène internationale*, *l'exportation* et la *croissance économique* sont considérés comme des facteurs qui peuvent définir le mieux la richesse d'un pays ($M \geq 4$). Les idées d'*héritage culturel* et le *taux de criminalité* ne sont pas retenus comme des facteurs en rapport avec la richesse.

La comparaison des trois pays met en évidence la différence des résultats turcs. En Turquie, il semble que l'on attache beaucoup d'importance au rôle de *l'industrialisation* ($F = 3,64$, $p \leq 0,05$), au *niveau de vie* ($F = 14,71$, $p \leq 0,01$), à la *liberté économique* ($F = 23,64$, $p \leq 0,001$), à la nécessité de *l'exportation* ($F = 8,20$, $p \leq 0,001$) et à la *croissance économique* ($F = 3,99$, $p \leq 0,05$) que dans les autres groupes. À l'inverse des deux autres échantillons, les étudiants turcs sélectionnent en outre les facteurs liés aux *ressources naturelles* ($F = 3,64$, $p \leq 0,05$), à *l'éducation* ($F = 13,24$, $p \leq 0,001$), à l'emploi ($F = 8,27$, $p \leq 0,001$) et à l'importance de l'État Providence ($F = 6$, $p \leq 0,01$).

Les raisons de la pauvreté, comme celles de la richesse, sont évaluées à l'aide d'une échelle de Likert (en 5 points). Selon les résultats communs aux trois pays, *l'instabilité économique*, *l'insuffisance* et la *mauvaise utilisation des ressources*, ainsi que la *dépendance économique*, *l'industrialisation insuffisante* et la *guerre* sont indiquées comme étant les principaux facteurs pouvant expliquer la pauvreté ($M \geq 4$). La *paresse* n'est pas considérée comme un facteur pouvant expliquer la pauvreté.

Comparés aux étudiants grecs et français, les étudiants turcs mettent davantage l'accent sur la *mauvaise utilisation des ressources* ($F = 7,72$, $p \leq 0,01$) et soulignent le rôle de la *corruption* ($F = 14,33$, $p \leq 0,001$), du *terrorisme* ($F = 10,18$, $p \leq 0,001$), de *l'insuffisance de l'éducation* ($F = 18,71$, $p \leq 0,001$) et le fait d'être *fermé aux nouveautés* ($F = 29,97$, $p \leq 0,001$) comme étant particulièrement responsables de la pauvreté d'un pays.

Globalement, pour l'ensemble des trois échantillons, les facteurs choisis pour expliquer comment un pays devient riche sont la *production*, *l'exportation*, la *bonne utilisation des ressources*, *l'efficacité de l'administration politique*, *l'efficacité du contrôle économique*, *l'investissement industriel* et *l'indépendance économique* ($M \geq 4$). Si l'on compare les étudiants turcs avec ceux des deux autres échantillons, les Turcs indiquent de surcroît que pour qu'un pays devienne riche, il faut pouvoir étouffer la corruption et réprimer les

fraudes fiscales ($F = 20,91$, $p \leq 0,001$), tout en encourageant l'idée de citoyens travailleurs ($F = 10,21$, $p \leq 0,001$) et en améliorant le niveau d'éducation de la population ($F = 20,55$, $p \leq 0,001$).

Parmi les pays spontanément cités comme étant riches, les Etats-Unis viennent en tête, quel que soit le pays d'origine des étudiants. Les pays les plus souvent cités par les étudiants français sont les Etats-Unis (29 %), la France elle-même (19,4 %) et l'Allemagne (17,4 %). Les deux pays les plus souvent cités comme étant riches par les étudiants grecs, après les Etats-Unis (31 %), sont le Royaume-Uni (20 %) et l'Allemagne (15 %). Enfin, les étudiants turcs citent aussi fréquemment les Etats-Unis (30 %), vient ensuite le Royaume-Uni (25 %) et enfin la France (12,6 %).

L'Afghanistan vient en tête parmi les pays spontanément cités comme étant pauvres, quel que soit le pays d'origine des étudiants interrogés. Les trois pays pauvres les plus souvent évoqués par les étudiants Français, sont ainsi l'Afghanistan (12 %), l'Inde (9,5 %) et la Somalie (7,5 %). Les pays les plus cités comme étant pauvres par les étudiants grecs sont l'Afghanistan (11 %), l'Albanie (10 %) et l'Inde (9 %). L'Afghanistan (28 %), l'Inde (13,6 %) et la Turquie elle-même (12 %) sont les pays pauvres cités par les étudiants turcs.

Dans les trois échantillons, la pauvreté et la richesse sont expliquées par des attributions structurelles. Les sujets turcs, ayant évalué leur propre pays comme étant pauvre, utilisent également des explications individuelles comme les citoyens travailleurs et l'éducation pour expliquer comment un pays devient riche, la mauvaise utilisation des ressources et l'insuffisance de l'éducation ont été retenus pour expliquer la pauvreté d'un pays.

3.3. Impact perçu de l'Union Européenne sur la richesse du pays

La perception de la contribution de l'Union Européenne à la richesse du pays montre une tendance positive dans tous les échantillons nationaux ($M = 3,63$). Les trois échantillons ne diffèrent pas à propos de la contribution ou de la contribution probable (cas de la Turquie) de l'Union Européenne. Les domaines majeurs de cette contribution sont perçus comme les « projets et investissements communs » (24 %) et « l'élargissement du marché » (17 %). Cependant, quelques différences apparaissent en fonction des trois échantillons nationaux : la majorité des étudiants grecs ont sélectionné « l'aide économique » (21 %), alors que ce qui domine pour les étudiants turcs et français est la « facilité d'exportation » (15 % et 16 % respectivement).

L'impact de l'union monétaire sur la richesse des pays de l'Union Européenne est perçu comme positive dans les trois échantillons ($M = 3,77$). En revanche, l'impact de l'union monétaire sur la monnaie des pays n'appartenant

pas à l'Union Européenne et sur le dollar est perçue comme négatif ($M = 2,63$ et $2,33$ respectivement). La différence en fonction des pays se reflète sur l'impact de l'Union sur son propre pays : les réponses turques sont plus négatives que celles des deux autres échantillons ($F = 35, p \leq 0.001$).

3.4. Comparaison des trois pays à partir des facteurs explicatifs de la richesse

La France est en général considérée comme un pays riche selon les facteurs de richesse retenus par les étudiants des trois pays ($M \geq 4$). Mais, à la différence des réponses françaises, celles des Turcs et des Grecs évaluent la France comme un pays plus développé en termes de « pouvoir dans le contexte international » ($F = 17,17, p \leq 0,001$), de « stabilité économique » ($F = 7,10, p \leq 0,01$) et de « croissance économique » ($F = 18,26, p \leq 0,001$). Les étudiants turcs évaluent la France comme plus développée que le font les deux autres échantillons, selon les critères de « liberté économique » ($F = 11,67, p \leq 0,001$), de « niveau de vie » ($F = 7,35, p \leq 0,001$), « d'éducation » ($F = 3,62, p \leq 0,05$) et « d'emploi » ($F = 21,27, p \leq 0,001$).

La richesse de la Grèce est évaluée dans son ensemble comme moyenne ($3 < M < 4$). Les étudiants grecs considèrent leur pays comme moins développé que le font les Turcs et les Français, en termes de « industrialisation » ($F = 14,44, p \leq 0,001$), de « ressources naturelles » ($F = 5,28, p \leq 0,01$), de « technologie » ($F = 14,70, p \leq 0,001$), de « pouvoir dans le contexte international » ($F = 17,84, p \leq 0,001$), d'« emploi » ($F = 12,51, p \leq 0,001$), d'« état providence » ($F = 20,52, p \leq 0,001$), « d'exportation » ($F = 8,40, p \leq 0,001$), de « stabilité économique » ($F = 7,69, p \leq 0,001$) et de « croissance économique » ($F = 4,32, p \leq 0,01$).

En général, la Turquie est perçue comme n'étant pas développée selon les facteurs de richesse ($2 < M < 3$). En comparaison avec les réponses des sujets français et turcs, les étudiants grecs évaluent la Turquie comme moins développée en termes « d'industrialisation » ($F = 22,29, p \leq 0,001$), de « liberté économique » ($F = 29,87, p \leq 0,001$), de « technologie » ($F = 18,11, p \leq 0,001$), de « niveau de vie » ($F = 5,38, p \leq 0,001$), « d'éducation » ($F = 4,70, p \leq 0,001$), de « stabilité économique » ($F = 6,08, p \leq 0,001$) et de « croissance économique » ($F = 3,73, p \leq 0,01$). Mais, les étudiants français en comparaison des étudiants turcs voient la Turquie plus développée en termes de « liberté économique » ($t = 7,93, p \leq 0,001$), de « stabilité économique » ($t = 5,18, p \leq 0,001$), de « croissance économique » ($t = 3,98, p \leq 0,01$), de « niveau de vie » ($t = 6,41, p \leq 0,001$), « d'emploi » ($t = 8,51, p \leq 0,001$) et « d'éducation » ($t = 4,59, p \leq 0,001$).

4. Discussion

Le but de cette étude est de formuler une première appréciation des perceptions de la richesse et de la pauvreté d'un pays en relation avec l'appartenance à l'Union Européenne, au moment où un état candidat se prépare pour une éventuelle entrée dans l'union. Nous avons utilisé à cette fin une méthodologie essentiellement qualitative et inspirée par l'école des analyses structurales des représentations sociales qui permettent une meilleure expression des idées et de croyances des participants. Dans leur ensemble les comparaisons entre deux pays membres, la France, la Grèce et la Turquie en ce qui concerne la structure des représentations sociales de la richesse et de la pauvreté d'un pays montrent des similarités, mais en même temps des différences spécifiques à chaque pays. Les résultats qui décrivent la perception et l'explication de la richesse et de la pauvreté peuvent être interprétés comme le reflet de l'environnement socio-économique appréhendé par les étudiants de chaque pays. Furnham (2001) explique que les représentations sociales de la pauvreté et du bien-être sont liées aux représentations générales de l'économie.

En général, les étudiants ont tendance à moins valoriser leur pays en termes de richesse et de développement. Cette tendance peut être interprétée en termes de familiarité in-group et out-group (voir Askevis-Leherpeux et Bastounis, 1998). Les étudiants turcs, ayant évalué leur propre pays comme étant pauvre, construisent une représentation de la pauvreté qui renvoie à des situations concrètes, proches de l'individu et peut-être déjà vécues, comme le fait de ne pas avoir suffisamment d'argent pour consommer, d'être au chômage, d'avoir faim ou de ne pas pouvoir faire face aux dépenses liées la maladie. Dans le rapport de l'association turque des études sociales et économiques sur le développement humain (TESEV, 1998), on souligne l'inégalité de la distribution des revenus en Turquie, inégalité qui aurait augmenté depuis les années 1990, malgré une croissance économique certaine. Cette inégalité distributive se reflète peut-être dans nos résultats sur la perception de la pauvreté en Turquie. Les étudiants français, qui considèrent leur pays comme étant un pays riche, choisissent des concepts plus abstraits, socialement distants, désignant des situations relativement improbables dans le vécu de l'étudiant moyen, telles que l'expérience de la misère, du ghetto, et le fait d'être socialement exclu ou d'être SDF. Bien que des recherches menées dans des pays occidentaux (voir par exemple, Furnham, 1996) aient mis en évidence la perception d'une relation forte entre le concept de la pauvreté et le fait d'être SDF, ce terme n'est pas désigné comme pertinent dans un pays comme la Turquie, où les structures collectives et surtout familiales empêchent une telle éventualité en cas d'échec financier.

Pour expliquer les raisons de la pauvreté, les étudiants turcs soulignent spécifiquement la corruption, le terrorisme et l'insuffisance de l'éducation, facteurs qui pourraient être perçus comme des problèmes actuels ou récents dans leurs pays. La recherche faite par TESEV (2001) a mis l'accent sur le fait que la perception de la corruption a augmenté dans les dernières années et en conséquence que la confiance accordée aux institutions publiques est en baisse. Un rapport plus ancien de la TESEV (1998) a également souligné la constance des problèmes liés à la scolarisation dans certaines régions.

L'explication de la richesse est décrite de manière inverse en fonction des domaines problématiques du pays : les étudiants turcs soulignent, plus que ne le font les étudiants grecs et français, et ceci à un niveau statistiquement significatif, la liberté et la croissance économique, l'industrialisation, l'exportation, l'État Providence, l'emploi et l'éducation pour expliquer la pauvreté d'un pays. Cette tendance s'exprime aussi dans les explications concernant la façon dont un pays devient riche : en Turquie, les étudiants interrogés ont souligné la nécessité de prévenir la corruption et de lutter contre les fraudes fiscales ; ils proposent indirectement de mettre l'accent sur une meilleure utilisation des ressources. L'échantillon grec semble avoir la même tendance en soulignant une nécessaire indépendance économique et le besoin d'investissement industriel, deux domaines problématiques dans l'économie grecque des récentes années.

Un objectif secondaire de cette recherche était de tester le type d'attributions faites pour expliquer la pauvreté et la richesse d'un pays. En général, les trois pays ont utilisé les attributions structurelles à cette fin. Dans l'échantillon turc, on note ainsi un peu plus d'explications individuelles ; les citoyens travailleurs et l'éducation ont été choisis pour expliquer comment un pays devient riche, la mauvaise utilisation des ressources et l'insuffisance de l'éducation ont été retenus pour expliquer la pauvreté d'un pays. Pourtant, d'après les recherches précédentes, c'est dans les pays les plus développés qu'on note en général un plus grand nombre d'attributions individuelles. Une recherche spécifique est à noter ici : les résultats de Stephenson (2000) sur des données recueillis en 1991 et 1996 en Russie et en Estonie, montrent une transformation remarquable qui fut effectuée en l'espace de cinq ans. Les explications individuelles de la pauvreté sont devenues plus nombreuses malgré les difficultés économiques et les inégalités en augmentation. Au moment de la passation de notre questionnaire, la Turquie devait faire face aux effets d'une crise économique grave. Une grande partie de la population turque auraient perdu des fortunes entières, alors que d'autres en ont gagné en raison des fluctuations de l'économie pendant la crise. La perception de l'inégalité ou le fait d'être frustré de la structure étatique ou gouvernementale peut inciter les individus à croire ou à espérer à l'efficacité des efforts individuels. Dans ce cas, l'idée que l'individu pourrait peut-être chercher des solutions individuelles pour

améliorer sa propre situation devient un mécanisme de défense important. Les attributions causales individuelles de l'échantillon turc par rapport à la pauvreté peuvent être interprétées comme l'expression de cette crainte, voire d'un espoir de ne pas se faire écraser par les facteurs économiques structurels.

Nous avons vu que la perception de la richesse et de la pauvreté est différente en fonction des trois pays étudiés. Une nouvelle étude à partir d'un échantillon plus vaste, constitué de personnes qui travaillent (salariés et professions libérales) pourrait contribuer à fournir des explications concernant l'influence des facteurs socio-démographiques (âge, sexe, profession, l'éducation, le niveau de vie) sur la perception de la richesse, de la pauvreté et de l'Union Européenne. Une recherche qualitative pourrait aussi permettre de mieux comprendre la perception de la vie des pauvres et des riches ou de la vie dans des pays pauvres et dans des pays riches. Enfin, une étude auprès d'enfants pourrait fournir des éléments concernant la genèse des représentations sociales de la pauvreté et de la richesse de différents pays.

Bibliographie

ABOUCHEDID, K., NASSER R., 2001. Poverty attitudes and their determinants in Lebanon Society. *Journal of Economic Psychology*, 22, 271-282.

ASKEVIS-LEHERPEUX F., BASTOUNIS M., 1998. Differences in in-group and out-group representations: an empirical analysis of the familiarity hypothesis. *International Review of Social Psychology*, 11 (2), 19-31.

BARCARD, D., 2001. *Güçlü bir ortaklığa doğru : Avrupa Birliği ve Türkiye* (Vers une coopération puissante : UE et Turquie), Istanbul, TESEV.

Commission of the European Communities, 1977. *The perception of Poverty in Europe*, Brussels, European Economic Community.

Eurobaromètre 58, 2003. *Autumn 2002 Executive summaries: National standard reports of the member states*. European Commission. Téléchargé le 23/11/2003 du site http://europa.eu.int/comm./public_opinion.

OPTEM S.A.R.L. 2001. *Perceptions d'Union Européenne ; Attitudes et Attentes à son égard. Etude qualitative auprès du public des 15 états membres et de 9 pays candidats à l'adhésion. Rapport Général pour la Commission Européenne*. Téléchargé le 23/11/2003 du site http://europa.eu.int/comm./public_opinion.

Eurobaromètre Pays Candidats 2002. *Premiers résultats*. European Commission. Téléchargé en 23/11/2003 du site http://eu.int/comm./public_opinion.

Feagin, J., 1972. Poverty: We still believe that God helps who help themselves, *Psychology today*, 6, 101-129.

FURNHAM, A, 2001. Social representations of welfare and economic inequality, In C. Roland-Lévy *et al.* (Eds) *Everyday representation of economy*, (pp. 113-135). Vienne, WUW.

FURNHAM , A., 1996. Attributions for increase in urban homelessness, *Journal of Social Behaviour and Personality*, 11, 189-200.

GUIMELLI, C, 1989. Pratiques nouvelles et transformation sans rupture d'une représentation sociale : la représentation de la chasse et de la nature, In J.L. Beauvois, R.V. Joule & J.M. Monteil (eds), *Perspectives cognitives et conduits sociales. 2. Représentations et processus socio-cognitifs*, (pp. 117-138). Cousset, Delval.

HUNT, M. 1996. The individual, society, or both? A comparison of Black, Latino and White beliefs about the causes of poverty. *Social Forces*, 75 (1), 293-322.

KIM, Y., 2000. Whites' explanations of Blacks' socio-economic under achievement: Individualism, Structuralism, and status inconsistency. *Current Research Issues in Social Psychology*, 5 (8), 1-21.

-
- KLUEGEL, J., Smith, E., 1986. Beliefs about stratification, *Annual Review of Sociology*, 7, 29-56.
- MEIER, K., KIRCHLER, E., 1998. Social representations of the euro in Austria. *Journal of Economic Psychology*, 19 (6), 755-774.
- MOSCOVICI, S., 1981. On social representation. In J.P. Forgas (Ed), *Social cognition. Perspectives on every day understanding*, (pp. 181-209). London, Academic Press.
- MORÇÖL, G., 1997. Lay explanations for poverty in Turkey and their determinants. *The Journal of Social Psychology*, 137 (6), 728-738.
- MÜLLER-PETERS, A. et al., 1998. Explaining attitudes towards the euro: Design of a cross-national study. *Journal of Economic Psychology*, 19 (6), 653-680.
- PEPERMANS, R., VERLEYE, G., 1998. A unified Europe? How euro-attitudes relate to psychological differences between countries. *Journal of Economic Psychology*, 19 (6), 681-700.
- SMITH, K., STONE, L., 1989. Rags, riches, and bootstraps: beliefs about causes of wealth and poverty. *The sociological Quarterly*, 30, 93-107.
- SVETLANA, S., 1997. Public beliefs in the causes of Wealth and Poverty and Legitimatization of Inequalities in Russia and Estonia. *Social Justice Research*, 13 (2), 83-100.
- TESEV, 1998. *Türkiye insani gelişme raporu* (Rapport sur le développement humain de la Turquie). Istanbul, rapport de la TESEV, Turkish Economic and Social Studies Association.
- TESEV, 2001. *Hanehalki gözünde yolsuzluğun nedeni ve önlenmesine ilişkin öneriler* (Rapport sur la raison de la corruption et des propositions pour la prévention chez les citoyens). Istanbul, rapport de la TESEV, Turkish Economic and Social Studies Association.
- TUSIAD, 2002a. *Towards European Union Membership: Political Reforms in Turkey*, Istanbul, rapport de la TUSIAD, Turkish Industrialist's & Businessmen Association.
- TUSIAD, 2002b. *Türkiye Ekonomisi* (Economie de la Turquie). Istanbul, rapport de la TUSIAD, Turkish Industrialist's & Businessmen Association.
- VAN EVERDINGEN, Y.M., VAN RAAIJ, W.F., 1998. The Dutch people and the euro: A structural equations analysis relating national identity and economic expectations to attitudes towards the euro. *Journal of Economic Psychology*, 19 (6), 721-740.
- ZUCKER, G., WEINER, B., 1993. Conservatism and perceptions of poverty: An attributional analysis. *Journal of Applied Social Psychology*, 23, 925-943.